

MARDI 10 MARS 2026 : une délégation FO a été reçue au ministère pour porter les revendications : arrêt des suppressions de postes, le statut pour les AESH et les AED

Les réponses du ministère confirment qu'il n'y a qu'une solution pour faire reculer le ministre : la grève jusqu'à satisfaction ! Lisez vous-même

Mardi 10 mars, à l'appel de 26 sections départementales Force ouvrière, plus de 250 manifestantes et manifestants en grève étaient rassemblés devant le ministère de l'Éducation nationale : des professeurs, des AED, des AESH, des éducateurs spécialisés, des parents d'élèves, venus de toute la France pour contester les conditions de la rentrée 2026 annoncées par le Ministre. 13 départements et académies étaient représentés.

Nous portons également la voix des centaines de collègues qui n'avaient pas pu faire le déplacement mais qui étaient en grève pour nous soutenir et organiser des actions devant leur établissement.

Notre délégation a été reçue par deux responsables chargés du budget de l'Éducation. L'échange a duré deux heures.

Nous avons demandé l'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classe, la baisse des effectifs par classe, la conversion des HSA en HP, le recrutement de personnels, et, bien sûr, la création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH et les AED avec les droits qui vont avec.



Voici les réponses à nos demandes

MINISTÈRE : « *La loi de finances 2026 a été votée. Elle s'impose au Ministre.* »

FO : « Ce que la loi fait, la loi peut le défaire. De l'argent, il y en a : il suffit de regarder le budget de l'armée ou les exonérations fiscales accordées aux entreprises du CAC 40. Il faut cesser de sacrifier les services publics. »

MINISTÈRE : « *La baisse démographique va se poursuivre et s'accélérer dans le second degré.* »

FO : « La baisse démographique n'explique pas tout. En Ille-et-Vilaine, par exemple, un lycée qui gagne 6 élèves perd 73 HP. Où est la baisse démographique pour cet établissement ? La baisse démographique est une opportunité pour faire baisser les effectifs par classe. Pour cela, il faut annuler les suppressions de postes. L'effet bénéfique pour les élèves est immédiat. »

MINISTÈRE : « *ça aurait pu être pire, on aurait pu supprimer 8000 postes. On n'en supprime que 3200 et on répartit la charge en mettant les lycées à contribution* »

FO : « Cela prouve que la baisse des DHG en lycée n'a rien à voir avec la démographie. C'est une opération comptable pour éviter l'explosion en collèges. Pour ce faire, vous demandez aux lycées de renoncer eux-mêmes à leur offre d'options et d'enseignements de spécialité »

MINISTÈRE : « *Concernant la baisse des effectifs, nous avons le choix entre améliorer le taux d'encadrement, ou reprendre tout et alléger la dépense publique. Tout est une question de curseur. Nous avons choisi l'allègement public.* »

FO : Par ces mots, la cheffe du service de pilotage, du budget et des territoires, assume sans complexe la logique économique du ministère : faire des coupes, alléger le budget, l'austérité.

MINISTÈRE : « Les AESH ont un quasi-statut. En 2024, 63 % d'entre elles étaient en CDI. Elles ont bénéficié de revalorisations salariales successives. Ce sont des avancées sociales. Concernant leur accès au statut de fonctionnaire, l'obstacle c'est leur temps de travail. »

FO : « Nous ne connaissons pas le « quasi-statut ». Est-ce une nouvelle notion juridique ?...

Le CDI peut être considéré comme une avancée mais ce sont des temps partiels imposés qui maintiennent les AESH sous le seuil de pauvreté.

FO revendique toujours les 24h comme temps plein et un statut (plein et entier) de la Fonction publique. C'est pourquoi nous sommes stupéfaits d'entendre parler d'« avancées sociales ».

Pour les dites « revalorisations salariales », en fait du saupoudrage (+ 0,2 %, + 0,5 %...), il ne s'agissait que de rattrapages de salaire pour que le Ministère reste dans la légalité. » (*La loi interdit de rémunérer les personnels de la FP en-dessous du SMIC*)

MINISTÈRE : « Les PAS ont été expérimentés l'année dernière. Le bilan de cette expérimentation est plutôt encourageant. Donc nous les poursuivons. »

FO : « De quels bilan parlez-vous ? Les organisations syndicales n'ont jamais eu connaissance de bilan des expérimentations des PAS. Dans l'Eure, le bilan des PAS c'est le non recrutement des personnels censés aider et conseiller les personnels. »

Et... Rien sur les personnels AED ! Rien sur les professeurs contractuels ! Concernant les HSA, « c'est un sujet identifié... ». Point final.

Au terme de cette audience, la délégation a mis en garde le ministère : « Si vous n'annulez pas les suppressions de postes, si vous n'accordez pas un vrai statut aux AESH et aux AED, si vous ne baissez pas les effectifs par classe, nous allons droit dans le mur. Vous ne nous laissez pas d'autre choix que de bloquer l'éducation nationale. »



Extrait de l'appel des 250 le 10 mars 2026 :

« Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, répondez à nos revendications. Faute de quoi, vous porterez la responsabilité de la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale. »

Pour lire l'appel à bloquer l'Éducation nationale adopté avec les 250 manifestantes et manifestants en sortant de l'audience rendez-vous sur notre site.

LA BATAILLE NE FAIT QUE COMMENCER.

Organisons-nous toutes et tous ensemble : écoles, collèges, lycées, parents d'élèves !

Dans plusieurs départements (l'Ille et Vilaine, la Côte d'or, le Rhône) une large intersyndicale a appelé à la grève à partir du 19 mars, dans d'autres départements c'est à partir du 26 mars, dans notre académie de Lille, il y a un appel intersyndical au 31 mars : alors allons-y tous ensemble ! Contre les plans de suppressions de postes, pour le statut des AESH et des AED, nous reste-t-il une autre solution que de décider la grève pour bloquer l'Éducation nationale ?



**Les syndicats de la FNEC FP FO appellent tous les personnels à se rassembler
le mercredi 25 mars**

à 14h devant les IA de Arras et Calais

et à se mettre massivement en grève à partir du mardi 31 mars.

FO a participé à l'Inter-syndicale académique de l'éducation du vendredi 20 mars pour porter un mandat visant à rassembler tous les personnels dans une action unitaire avec un objectif clair : faire reculer le gouvernement !

Nous savons tous qu'une journée ne suffira pas, les personnels sont lassés des journées de grève sans lendemain. Nous nous sommes assez exprimés, nous voulons gagner ! Or, pour gagner sur les revendications, il faut être prêt à reconduire la grève !

Pour forcer le gouvernement à négocier, il faut créer le rapport de forces, il faut bloquer le service public, et pour cela il faut une mobilisation massive de tous les personnels !

FO a proposé qu'une prise de parole soit organisée à la fin de manifestation lilloise, ce que les autres syndicats ont accepté tout en estimant que les manifestants réunis ne pouvaient pas décider de reconduire la grève ! Ce n'est pas la position de FO !

Alors dès maintenant, réunissez-vous en RIS, en HIS, en AG et mettez en discussion la grève, la grève pour tout bloquer, la grève pour gagner !

L'urgence, pour nous, c'est La satisfaction des revendications :

- ✓ L'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classes
- ✓ La création de tous les postes nécessaires à la baisse réelle des effectifs dans les classes !
- ✓ Le recrutement de personnels enseignants, CPE, PsyEN, assistants sociaux, infirmiers scolaires, et, bien sûr, la création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH (ETP = 24h) et les AED avec les droits qui vont avec.
- ✓ La défense de l'enseignement spécialisé, la création des postes nécessaires dans les ESMS, et l'arrêt du démantèlement des segpa.
- ✓ L'augmentation générale des salaires par la revalorisation du point d'indice (+ 31,5%)
- ✓ L'amélioration des conditions travail de toutes et tous !

